

Les résistances à l'intégration économique des deux rives à Taiwan

Note de synthèse de l'Observatoire
sur l'évolution politique et stratégique
de la Chine
Tanguy Le Pesant,
Maître de conférences, Université nationale
centrale, Chongli, Taiwan
Mars 2011

Au cours de la seconde moitié des années 2000, plusieurs facteurs ont pu faire penser que l'indépendantisme taiwanais était condamné à une mort plus ou moins lente mais certaine et que l'identité nationale taiwanaise serait de plus en plus fortement contrainte par le pragmatisme gagnant la population de l'île à mesure de l'intégration économique des deux rives qui bien loin d'avoir été freinée par l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique progressiste (PDP) a connu un essor considérable pendant les huit années de gouvernement Chen Shui-bian¹. Ces certitudes ont pu être renforcées par les écrasantes victoires du Kuomintang (KMT) lors des élections législatives et présidentielles de janvier et mars 2008 et le rapprochement sans précédent des deux rives au cours des deux années qui ont suivi. Selon certains, l'indépendantisme serait donc sur le point d'être jeté aux poubelles d'une histoire dont le rythme s'accélérait au profit d'une unification inexorable des deux rives. L'économie aurait soumis le politique, la population taiwanaise faisant passer la défense de ses intérêts matériels – de son niveau de vie et de son pouvoir d'achat – avant celle du droit à l'autodétermination, c'est-à-dire du maintien d'un éventail de choix ouvert en matière de futur politique.

Pourtant de nombreux éléments contredisent cette lecture. Ils tendent à montrer que les résistances politiques au rapprochement des deux rives restent puissantes et que – chose impensable il y a deux ans – une nouvelle alternance

¹ Pour une analyse détaillée de la situation économique taiwanaise en rapport avec l'accroissement des échanges entre les deux rives du détroit de Taiwan au cours des vingt dernières années, voir Philippe Chevalérias, « L'économie taiwanaise après le miracle », *Perspectives chinoises*, 2010/3, pp. 39-49.

lors des élections de 2012 n'est plus totalement exclue. Le premier facteur de résistance réside dans le renforcement continu de l'identité taiwanaise et le maintien d'un large consensus qui fait de la République de Chine à Taiwan un État souverain. Face à ce mouvement de fond ayant incontestablement accompagné la démocratisation de Taiwan depuis la fin des années 1980, Pékin s'est doté d'un éventail élargi de moyens de pression sur les autorités taiwanaises et de mesures destinées à rallier les segments les plus réticents de l'île aux bienfaits de l'intégration économique de Taiwan à la Chine sur la base d'une appartenance commune à la grande nation chinoise. A Taiwan, la mise en œuvre de la politique continentale du gouvernement Ma Ying-jeou se retrouve quant à elle prise en étau entre l'impératif d'accommoder Pékin et la nécessité de s'inscrire en défenseur de la souveraineté de Taiwan et des intérêts de sa population. C'est pourquoi cette politique montre deux visages nettement distincts qui attestent que tout en fondant son action sur un retour à l'orthodoxie nationaliste pan-chinoise, le Kuomintang ne peut passer outre le renforcement de l'identité taiwanaise et le « consensus souverainiste » qui unit la population au-delà des divergences partisans. Inversement, le PDP dirigé par Tsai Ing-wen depuis mai 2008 s'est engagé dans une entreprise de refondation qui met en avant une image de parti modéré, apte à reprendre les commandes du pays sans risquer de compromettre les relations avec la Chine par des sautes d'humeur nationalistes. Afin de tourner la « page Chen Shui-bian », de regagner la confiance des électeurs et d'élargir sa base électorale, le PDP a ouvert un grand chantier de réflexion en matière de relations avec la Chine centré sur deux pôles : d'une part la poursuite d'une politique de construction nationale à partir du

consensus souverainiste qui vient d'être évoqué, d'autre part la reconnaissance explicite de l'importance vitale des liens économiques avec la Chine et la (re)définition d'un *modus vivendi* avec Pékin. Ce repositionnement correspond à la victoire des modérés sur les radicaux au sein du PDP. Il s'accompagne d'un retour à la définition de l'indépendance contenue dans la « Résolution pour la futur de Taiwan » adoptée par le parti en 1999.

La montée en puissance du discours anti-indépendantiste

Dirigé par Lien Chan de 2000 à 2005, le Kuomintang a entrepris une refonte complète de sa plate-forme et de ses objectifs politiques avec comme repoussoir la « ligne Lee Teng-hui² » (*Li Denghui luxian* 李登輝路線), c'est-à-dire l'ensemble des principes visant à faire du KMT un parti exclusivement ancré à Taiwan, à construire et consolider la conscience nationale taiwanaise et à affirmer la souveraineté de l'île par la mise en avant de l'existence de deux États distincts de part et d'autre du détroit de Formose associée au rejet du principe d'une « Chine unique ». Le Kuomintang en est alors rapidement revenu aux canons de l'orthodoxie nationaliste panchinoise : une conception ethnique et essentialiste de la nation très proche de celle défendue par Pékin et qui rend irrecevable toute remise en question de la sinité de Taiwan et de l'appartenance de sa population à la « Grande Chine » ; le rejet de l'indépendance ; la réouverture d'un dialogue et la négociation d'accords avec la « Chine continentale » sur la base du principe de « Chine unique » et du « consensus de 1992 » (*jiuer gongshi* 九二共識) selon lequel, d'après le KMT, Pékin et Taipei seraient parvenues cette année-là à se mettre d'accord sur le fait qu'il n'existe qu'une seule Chine dont Taiwan et le continent font partie, mais que l'interprétation de cette « Chine unique » différerait de chaque côté du détroit. Cette position est depuis résumée dans la formule « une Chine, différentes interprétations » (*yi zhong ge biao* 一中各表) qui signifie que pour le KMT, la Chine en question est la République de Chine dont la juridiction ne s'étend aujourd'hui qu'à la « région de Taiwan », mais dont le territoire inclut le continent chinois.

Le point d'orgue de ce repositionnement radical a été la visite de Lien Chan en Chine fin avril 2005 et la signature d'un accord entre le KMT et le PCC qualifié de « vision commune » en cinq points dans lequel les deux partis s'engageaient notamment à « s'opposer à l'indépendance de Taiwan. » De même, le discours que Lien Chan prononça à l'université Beida faisait de l'indépendantisme taiwanais et de la « désinisation » (*quzhongguohua* 去中國化) de Taiwan par l'administration Chen les pires ennemis du rêve de grandeur et de puissance que partageraient « les fils et les filles de la Chine » (*zhonghua ermu* 中華兒女) vivant de chaque côté du détroit. Cependant, les conditions de l'unification n'étant pour le moment pas réunies, les deux rives devraient dans un premier temps se fonder sur la « pluralité et la tolérance », « l'entre-aide et les bénéfices mutuels » ainsi que sur la « préservation du statu quo et l'insistance sur la paix » afin de travailler main dans la main à « la gloire commune de tous les descendants des empereurs Yan et Huang » (*Yan Huang zisun gongtong de guangrong* 黃子孫共同的光榮)³.

2 Lee Teng-hui a été président de la République de Chine de 1988 à 2000.

3 Discours intégral du président Lien à l'université de Pékin, 29

Mis à part la parenthèse tactique des campagnes législative et présidentielle de 2008 sur laquelle nous reviendrons plus bas, le Kuomintang dirigé par Ma Ying-jeou à partir du mois d'août 2005 a maintenu le cap pris par Lien Chan, la « vision commune » en cinq points ayant été intégrée à la plate-forme du KMT lors de son 17^e Congrès⁴. Depuis son investiture, le 20 mai 2008, Ma Ying-jeou a réaffirmé à plusieurs reprises l'appartenance de Taiwan à la nation chinoise. Lors de son discours de mi-mandat, prononcé le 19 mai 2010, il déclarait par exemple : « Mon objectif est (...) de permettre au peuple des deux rives descendant des empereurs Yan et Huang de trouver une formule afin résoudre le problème des deux rives en s'inspirant de la sagesse de la nation chinoise⁵. » Cette solution ne pouvant pas être trouvée à court terme, outre la reconnaissance du principe de Chine unique et du « consensus de 1992 », la réouverture du dialogue avec Pékin a été fondée sur le slogan « non à l'unification, non à l'indépendance, non à la guerre » (不統、不獨、不武) et sur la poursuite des négociations de parti à parti, entre le KMT et le PCC. Celles-ci ont systématiquement précédé les rencontres des deux organismes semi-officiels que sont la SEF du côté taiwanais et l'ARATS du côté chinois⁶. Ces rencontres ont abouti à une série d'accords dont les plus importants portent sur l'établissement de liaisons aériennes, maritimes et postales directes, sur l'ouverture de Taiwan au tourisme chinois de masse, sur l'autorisation dans certaines limites des investissements en provenance du continent (depuis juillet 2009), et sur la mise en place d'un Accord-cadre de coopération économique (ECFA) signé le 29 juin 2009.

La politique de détente et de rapprochement avec la Chine populaire ainsi élaborée par le Kuomintang et mise en place par l'administration Ma a obtenu le soutien massif des milieux d'affaires taiwanais espérant des retombées à court terme d'un accès élargi et facilité au vaste marché chinois, ou d'investissements chinois à Taiwan. Il s'agit essentiellement des secteurs de l'informatique, de la pétrochimie, des machines-outils, du fret et du transport aérien, de l'agroalimentaire, de l'immobilier, des banques et des assurances. Or, les grands groupes taiwanais de ces secteurs sont en mesure d'exercer une influence non négligeable sur une presse insulaire déjà majoritairement favorable au gouvernement actuel⁷. En novembre 2008, la société agroalimentaire taiwanaise Want Want dont

avril 2005 (*Lian zhuxi zai beida yanjiang quanwen* 連主席在北大演講全文).

4 Devenu « Président honoraire » (榮譽黨主席) du KMT, Lien Chan a d'ailleurs conservé une place importante dans le dispositif de contacts avec le PCC que ce soit lors des visites d'officiels chinois à Taiwan où en tant que représentant de l'île au forum de l'APEC.

5 « 我的目標是 (...) 讓同樣是炎黃子孫的兩岸人民, 能夠在中華民族智慧的導引之下, 找出尋求兩岸問題解決的方案。 »

6 La SEF (Strait Exchange Foundation) est dirigée par Chiang Pin-kung et dépend en réalité de la Commission aux Affaires continentales du gouvernement taiwanais qui la finance en grande partie. L'ARATS (Association for Relations Across the Taiwan Strait) est quant à elle dirigée par Chen Yunlin et dépend du Bureau des Affaires de Taiwan.

7 Une étude conduite durant la campagne présidentielle 2008 permet d'estimer que le rapport de force est de l'ordre de deux tiers – un tiers, à l'avantage du « camp bleu », c'est-à-dire du KMT et de ses alliés. Voir Tanguy Le Pesant, « Le paysage médiatique taiwanais à l'heure du rapprochement avec la Chine », *Monde chinois*, n°24, Hiver 2010-2011, pp. 71-76.

la majeure partie de l'activité est basée en Chine où elle gère 110 usines rachetait ainsi le groupe de médias China Times qui possède notamment les quotidiens nationaux 中國時報 (*Zhongguo shibao – China Times*), 工商時報 (*Gongshang shibao – Commercial Times*) et 旺報 (*Wangbao – Want Daily*) ainsi que les chaînes de télévision CTV et CtiTV. Dans l'ensemble, ces médias traitent de l'évolution des relations entre les deux rives sous un jour positif et s'abstiennent de pousser trop loin la critique du gouvernement KMT, voire de Pékin. C'est ce qu'a par exemple montré le professeur Chen Ping-hun de l'université normale de Taiwan dans une étude portant sur le contenu du journal *China Times* dans les mois qui ont suivi son acquisition par Want Want⁸. Les milieux d'affaires favorables à la poursuite de l'intégration économique des deux rives exercent également leur influence en tant qu'annonceurs avec d'autant plus de poids que, poussés par un manque cruel de ressources financières, les médias insulaires semblent prêts à tout pour vendre de l'espace publicitaire. Leur faiblesse face aux annonceurs est une fois de plus apparue au grand jour début 2011, lorsque deux grands quotidiens nationaux sont allés jusqu'à vendre l'intégralité de leur une à une marque de spiriteux et un promoteur immobilier⁹. Enfin, les milieux d'affaires s'impliquent plus directement à l'occasion des campagnes électorales pour manifester leur soutien au gouvernement KMT et aux politiques mises en place. Ainsi, le 27 novembre 2010, jour des élections pour les maires et les conseillers des cinq municipalités spéciales de Taipei, Xinbei, Taichung, Tainan et Kaohsiung, les présidents de six associations d'entrepreneurs taiwanais offraient leurs « félicitations » (*daohe 道賀*) au gouvernement Ma via une annonce occupant la moitié inférieure de la une du *China Times*. A la gauche de la photo d'un passeport de la République de Chine, un texte expliquait que grâce aux efforts du gouvernement Ma, les Taiwanais pouvaient maintenant se rendre « directement » dans une certaine de pays sans visa, avant d'associer « l'approbation et le soutien de la communauté internationale » à sa « politique d'ouverture » (*kaifang zhengce 開放政策*) et de conclure qu'elle « donnait les moyens au peuple taiwanais de se déplacer dans le monde sans encombre et qu'elle permettait au passeport de la République de Chine d'être notre fierté commune¹⁰. »

L'affirmation continue de l'identité nationale taiwanaise

Cet exemple est particulièrement intéressant car il met en évidence les limites politiques à l'intégration économique et humaine négociée par le KMT et le PCC et la force de l'identité taiwanaise comme facteur de résistance à la poursuite d'un rapprochement qui tendrait trop ouvertement vers l'unification. Pour convaincre les électeurs auxquels elles s'adressaient, ces associations d'entrepreneurs ont fait appel à la trilogie dont aucun candidat ne peut désormais se passer lors d'une élection majeure à Taiwan : souveraineté de la République de Chine-Taiwan ; reconnaissance internationale de l'État

8 « Analysts wary of China Times Group's agenda », *Taipei Times*, 9 mai 2009. Pour d'autres exemples, voir également Tanguy Le Pesant, « Le paysage médiatique taiwanais... », *op. cit.*, p. 75.

9 *Ziyou Shibao (Liberty Times)* du 13 février 2011 et du *Zhongguo Shibao (China Times)* du 24 février 2011.

10 « 讓台灣人民在世界通行無阻讓中華民國護照更成為我們共同的驕傲 »

taiwanais ; fierté d'être Taiwanais.

Les écrasantes victoires remportées par le KMT lors des élections régionales de décembre 2005 et des scrutins nationaux de janvier et mars 2008 ne doivent pas faire oublier que parallèlement, toutes les enquêtes témoignent d'un renforcement substantiel de l'identité taiwanaise¹¹. Celui-ci est d'ordre « quantitatif », un nombre croissant d'insulaires s'affirmant exclusivement « Taiwanais », mais également d'ordre « qualitatif » car se dire Taiwanais correspond de plus en plus nettement à la mise en avant d'une identité *nationale* alors que la dimension identitaire chinoise qu'une partie de la population insulaire continue de revendiquer doit être comprise en termes culturels. Elle correspond à la notion de « 華人 (*Huaren*) » qui fait référence à un héritage culturel chinois, à l'appartenance à une *sphère culturelle* chinoise, mais pas nécessairement à une *nation* chinoise, plutôt qu'à celle de « 中國人 (*Zhongguoren*) » qui insiste sur la dimension politique de l'identité chinoise en mettant en avant l'appartenance à un État-nation. Ceci est particulièrement vrai au sein de la génération née dans les années 1980 qui a fait l'objet de plusieurs études effectuées par l'auteur sur la période 2005-2010¹². Les données fournies par le très sérieux Centre d'études des élections de l'Université Chengchi, à Taipei, montrent ainsi que sur la période 1992-2010, la proportion d'individus se présentant comme uniquement « Taiwanais » a triplé, passant de 17,6% à 52,6% de la population, alors que ceux qui se considéraient à la fois « Taiwanais et Chinois » passaient de 25,5% à 39,9% et ceux qui se disaient uniquement chinois de 46,4% à 3,9%¹³.

Cette identité taiwanaise traverse par ailleurs les frontières partisans pour s'étendre à une large partie de l'électorat « bleu ». Elle s'exprime sous la forme d'un « consensus souverainiste » qui est résumé en ces termes par Jean-Pierre Cabestan : « La 'République de Chine à Taiwan' est un État souverain dont l'avenir ne peut être décidé que par les Taiwanais eux-mêmes¹⁴. » Cela explique pourquoi dans leur message louant les mérites du gouvernement Ma Ying-jeou, les présidents des associations d'entrepreneurs dont il a été question plus haut ont choisi de mettre autant d'emphase sur la question de la reconnaissance internationale de Taiwan et de la fierté de posséder un passeport de la République de Chine alors qu'ils s'adressaient essentiellement à un lectorat

11 Lors des élections régionales de décembre 2005, le Kuomintang obtenait 51,17% des suffrages exprimés (contre 42,13% pour le PDP) et 12 des 17 sièges en jeu. A l'issue des élections législatives de janvier 2008, le KMT disposait de 81 des 113 sièges que comptait le Yuan législatif et deux mois plus tard, Ma Ying-jeou était élu président avec 58,45% des voix.

12 Voir Jean-Pierre Cabestan et Tanguy Le Pesant, *L'esprit de défense de Taiwan face à la Chine. La jeunesse face à la tentation de la Chine*, L'Harmattan, 2009, Chapitre 2 et 3, pp. 45-127. Les trois quarts (74,8%) des 575 étudiants ayant répondu à un questionnaire distribué par l'auteur au printemps 2010 se disaient « Taiwanais » (40,9%) ou « Taiwanais et Huaren » (33,9%).

13 Le graphique récapitulatif des enquêtes est consultable en ligne, sur le site Internet du Centre, à l'adresse suivante : <http://esc.nccu.edu.tw/english/modules/tinyd2/content/TaiwanChineseID.htm>. Pour les résultats d'autres enquêtes allant dans le même sens, voir Frank Muyard, « Analyse de la présidence de Ma Ying-jeou à mi-mandat », *Perspectives chinoises*, 2010/3, p.21.

14 Jean-Pierre Cabestan, « Spécificités et limites du nationalisme taiwanais », *Perspectives chinoises*, n°91, septembre-octobre 2005, p. 38.

bleu, le *China Times* étant un journal proche du KMT.

Plusieurs facteurs contribuent à l'affirmation continue de l'identité nationale taiwanaise. Le premier est la « taiwanisation » de la République de Chine, produit du recentrage de ses institutions sur le seul territoire de Taiwan, de la constitution d'une communauté politique limitée à l'île qui s'incarne régulièrement dans le rituel des élections depuis une vingtaine d'années, et de la refonte du cadre de socialisation et de l'environnement symbolique quotidien sur un mode taiwano-centré (réécriture des manuels scolaires, historiographie, choix de nouveaux marqueurs symboliques nationaux, commémorations, etc.). Ces transformations ont un impact particulièrement fort sur le renouvellement des générations. En effet, les Taiwanais ayant aujourd'hui entre 20 et 30 ans sont nés dans les années 1980. Ils constituent la première génération « post-réformes » pour laquelle l'identification à Taiwan en tant que communauté de vie et de destin est le plus souvent vécue comme une évidence.

Le second facteur est l'accélération de la mise en contact des populations des deux rives qui loin d'avoir comblé le fossé creusé par près d'un siècle de séparation a contribué à substituer à la Chine mythique construite par le Kuomintang durant les quatre décennies qui ont suivi son repli à Taiwan la réalité des modes de vie, des mentalités et de « cette foule de petits détails, d'anecdotes et d'incompréhensions » qui rendent les différences bien réelles et contribuent à construire une frontière séparant un « nous » taiwanais d'un « eux » chinois¹⁵. Il est à ce titre intéressant de noter que la série d'enquêtes effectuées tous les six mois par le Centre d'études des élections évoquée plus haut indique que le pourcentage d'insulaires revendiquant une identité uniquement taiwanaise est en forte et constante hausse depuis l'arrivée au pouvoir de Ma Ying-jeou, passant de 43,7% en 2007 à 52,6% en 2010 alors qu'elle avait oscillé entre 41,1% et 45% au cours des huit années de présidence de Chen Shui-bian. La venue en masse de touristes chinois semble avoir contribué à détériorer l'image que se font les Taiwanais des Chinois et à renforcer l'identification à Taiwan. Selon un sondage effectué par le magazine *CommonWealth* en septembre 2009, 70% des Taiwanais interrogés avaient une opinion négative des touristes chinois¹⁶.

Le troisième facteur contribuant au renforcement de l'identité taiwanaise est la pression exercée par la Chine. Contrairement à ce qu'affirme l'administration Ma qui vante régulièrement le succès de sa « trêve diplomatique », elle n'a pas diminué. Plusieurs incidents récents témoignent de la persistance de mesures destinées à réduire la visibilité internationale de Taiwan. Le dernier en date a eu lieu fin octobre 2010, à l'occasion du 23^e Festival du film de Tokyo, lorsque la délégation chinoise demanda aux acteurs et cinéastes taiwanais d'utiliser le nom « Chinese Taipei » pour se présenter au lieu du « Taiwan » employé par le passé¹⁷. Ce genre d'incidents peut à première vue paraître anecdotique. Ce n'est pas le cas pour au moins

15 Entretien effectué auprès d'étudiants âgés de 20 à 25 ans au cours de l'année 2010 et portant sur leur perception des touristes chinois visitant Taiwan.

16 Chiffre cité par Frank Muyard, « Analyse de la présidence... », *op. cit.*, pp.21-22.

17 « Chinese humiliates Taiwan at Tokyo film fest », *The China Post*, 25 octobre 2010.

trois raisons. Tout d'abord parce qu'ils sont amplement commentés et relayés par des médias qui au-delà de toutes considérations identitaires y voient un sujet « vendeur » et bon marché, ensuite parce que la fréquence à laquelle ils se succèdent produit un effet d'accumulation, enfin parce qu'ils génèrent un fort ressentiment à l'égard de la Chine populaire qui a tendance à radicaliser la conscience nationale taiwanaise au sein de segments de la population qui ne sont généralement pas prompts à faire montre de nationalisme. Ce fut par exemple le cas des étudiants interrogés à la suite de l'incident qui vient d'être évoqué. La plupart se sont dits révoltés de voir leurs stars en larmes devant les caméras et Taiwan ainsi humiliée par la Chine.

La diversification des moyens de pression et d'influence dont dispose Pékin

Pour contrebalancer les effets destructeurs des relents d'intransigeance chinoise, le gouvernement Ma Ying-jeou peut certes s'appuyer sur ce qu'il présente comme des victoires importantes : le maintien des relations diplomatiques avec l'ensemble des 23 pays alliés de la République de Chine ; l'acquisition du statut d'observateur à l'Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis 2009 ; ou encore la possibilité offerte à Lien Chan de représenter Ma Ying-jeou aux forums annuels de l'APEC depuis 2008¹⁸. Mais ces maigres concessions de Pékin cachent mal la poursuite d'un agenda qui vise à la mise sous tutelle de Taiwan et à sa « hongkongisation », c'est-à-dire la volonté de contraindre tôt ou tard les Taiwanais à accepter la formule « un pays, deux systèmes », faisant de l'île une zone administrative spéciale de la Chine populaire. Comme le remarquait récemment Vincent Rollet, « la participation de Taiwan aux mécanismes de l'OMS se fait toujours dans le cadre de l'accord signé le 14 mai 2005 entre la Chine populaire et cette organisation, ce qui implique qu'elle est conditionnée au bon vouloir de Pékin qui doit donner son approbation chaque année pour que Taiwan puisse continuer à assister aux réunions¹⁹. » De même, le choix de Lien Chan pour représenter Ma Ying-jeou avait certainement l'aval des autorités chinoises dont il est très proche et qui lui décernèrent le premier « Prix Confucius pour la paix » le 10 décembre 2010²⁰.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Ma Ying-jeou, la Chine populaire a en réalité considérablement accru son influence sur les autorités et la société taiwanaises en renforçant les moyens de coercition dont elle dispose et en élargissant le spectre des mesures destinées à séduire les segments de la population les plus réticents ou les plus hostiles au rapprochement. Tout d'abord, comme le souligne Jean-Pierre Cabestan, nous sommes face à une « détente hautement militarisée²¹. » Le dialogue KMT-PCC et les

18 En 2008, 2009 et 2010, Lien Chan a pu s'entretenir avec le président chinois Hu Jintao en marge de ces rencontres.

19 Vincent Rollet « La politique étrangère de Taiwan dans le domaine de la lutte contre les maladies infectieuses », communication présentée au Centre français d'études sur la Chine contemporaine (CEFC), antenne de Taipei, le 24 février 2011.

20 Ce prix fut créé en guise de protestation contre l'attribution du prix Nobel de la paix au dissident chinois Liu Xiaobo. Lien Chan qui a déclaré ne pas avoir été informé de la décision du Comité, ne s'est toutefois pas présenté à la cérémonie de remise du prix. « Lien a no-show for 'Confucius Prize', *Taipei Times*, 10 décembre 2010.

21 Jean-Pierre Cabestan, « La nouvelle détente dans le détroit de

signatures d'accords en cascade ont été accompagnés d'une intensification de la menace chinoise qui se manifeste entre autres par l'ajout annuel d'une centaine de missiles pointés vers Taïwan. Il y en aurait aujourd'hui entre 1400 et 1500. Plus généralement, les efforts de modernisation de l'Armée populaire de libération (APL) ont clairement pour objectif de doter l'outil militaire chinois des moyens de faire face à tout type de scénarios dans le détroit de Taïwan et d'empêcher une intervention des États-Unis²². Les médias de l'île ne manquent d'ailleurs jamais de le rappeler, les progrès effectués par l'APL faisant régulièrement la une des quotidiens, ou l'objet de longs reportages télévisés, comme cela a été le cas à l'occasion de l'impressionnant défilé militaire organisé pour les 60 ans de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre 2009, ou plus récemment lors des premiers tests du chasseur furtif J-20.

Mais ce déploiement de puissance semble désormais avant tout destiné à contraindre Washington de mettre un terme à son soutien à Taïwan en élevant considérablement le coût d'une intervention américaine dans le détroit. Pour soumettre Taïwan à l'idée d'une unification inexorable, la Chine populaire compte davantage sur son attraction économique et sur la dépendance croissante de pans entiers de l'économie taïwanaise à l'égard du continent chinois. En 2010, la Chine (Hong Kong compris) a absorbé 41,8%²³ des exportations taïwanaises et quelque 70000 entreprises y avaient investi entre 82,7 et 150 milliards de dollars américains²⁴. Une dépendance que l'entrée en vigueur de l'Accord-cadre de coopération économique (ECFA) le 1^{er} janvier 2011 ne fera qu'accroître. Selon les estimations données au moment de la signature de cet accord, les produits (539 catégories du côté taïwanais, 267 du côté chinois) de la « récolte précoce » qui bénéficieront d'exemption de droits de douanes dès 2011 représentaient 16% des exportations taïwanaises vers la Chine, et 10,5 % des exportations chinoises vers Taïwan²⁵.

Pékin et Taipei n'ont pas manqué de souligner que l'ECFA était largement à l'avantage de Taïwan. En réalité, ce sont essentiellement les grands groupes taïwanais des secteurs mentionnés plus haut et leurs sous-traitants qui devraient en bénéficier. L'ECFA menace en revanche les nombreuses PME qui ne pourront pas faire face à la concurrence des produits chinois dans des domaines traditionnels de l'économie taïwanaise tels que les vêtements de

Taiwan », *Perspectives chinoises*, 2010/3, p. 27.

22 Pour l'année 2011, Pékin a annoncé un budget de la défense en hausse de 12,7%, à 601 milliards de yuans. « China Defense budget stirs up regional disquiet », *Taipei Times*, 5 mars 2011. Le Pentagone estime que ce budget est en réalité deux à trois fois plus élevé. Les progrès effectués par l'APL font régulièrement la une des quotidiens taïwanais, ou font l'objet de longs reportages télévisés, comme ce fut récemment le cas à propos des premiers tests du chasseur furtif J-20.

23 Pour une valeur totale de 114,18 milliards de dollars américains. Chiffres donnés par le Taiwan External Trade Development Council (TAITRA) et cités par le site d'information en ligne *Taiwantrade* : « Taiwan exports rose sharply in 2010 : TAITRA », <http://www.taiwantrade.com.tw>

24 Le chiffre de 82,7 milliards de dollars correspond aux seuls projets d'investissements approuvés par le Ministère des Affaires économiques taïwanais fin 2009, mais compte tenu de l'importance des investissements effectués par des entreprises taïwanaises via des sociétés écran ou des paradis fiscaux, les estimations considèrent généralement qu'il est sous-évalué de moitié.

25 *Ziyou Shibao*, 30 juin 2010.

confection, les appareils électroménagers, les chaussures, la literie ou encore la lingerie. Les agriculteurs s'inquiètent aussi d'une future mise en concurrence de leurs produits avec ceux du continent sur le marché insulaire, bien que le gouvernement Ma ait pour l'instant écarté tout projet allant dans ce sens.

La dernière visite à Taïwan, fin février 2011, de Chen Yunlin, le président de l'ARATS, reflète clairement la volonté des autorités chinoises d'étendre leur politique de séduction aux secteurs pouvant se sentir menacés par l'accélération de l'intégration économique des deux rives et de tenter de rallier une partie de l'électorat « vert »²⁶. A la tête d'une délégation d'une cinquantaine d'officiels et d'entrepreneurs chinois, Chen Yunlin s'est rendu dans le sud de l'île, dans trois bastions du Parti démocratique progressiste : la municipalité spéciale de Kaohsiung où la maire PDP Chen Chu a été triomphalement réélue le 27 novembre 2010, le comté de Yunlin, où le PDP a obtenu plus de 65% des voix lors des élections régionales de décembre 2009 et le comté de Chiayi. Cette visite, ajoutée à celle de Shao Qiwei, directeur du Bureau national du Tourisme chinois et président de l'Association des échanges touristiques à travers le détroit (CSTEAT)²⁷, fait ressortir la volonté de « gagner les cœurs » des Taïwanais inquiets ou récalcitrants en s'appuyant sur la gigantesque capacité d'absorption du marché chinois, l'entre-aide fondée sur les « liens familiaux » que partageraient les « Chinois des deux rives » et le potentiel des investissements chinois à Taïwan. Ensemble, ces trois éléments sont censés venir à bout de tous les maux dont souffre aujourd'hui l'économie de l'île.

A Yunlin, première région agricole de Taïwan, Chen Yunlin a promis aux associations du secteur que la Chine placerait le comté en haut de sa liste pour de futures importations²⁸. La veille, il rappelait également que la pratique déjà en cours selon laquelle le continent n'achèterait de produits agricoles provenant de Taïwan que lorsque l'île rencontrerait des difficultés à les vendre à un meilleur prix sur d'autres marchés serait poursuivie. Cette tendance à utiliser le différentiel de taille entre les deux rives pour faire du continent un grand frère protecteur répondant aux besoins de l'île est récurrente dans le discours des officiels chinois. Ainsi, faisant écho au projet du ministre taïwanais des Transports et des Communications Mao Chi-kuo qui annonçait son ambition de doubler le nombre de touristes visitant Taïwan au cours des cinq années à venir pour parvenir à 10 millions, Shao Qiwei déclarait qu'il était tout à fait envisageable que cinq millions de touristes se rendent tous les ans à Taïwan, puisque « si seulement 10% de la population visitaient Taïwan, cela représenterait 130 millions de touristes... au rythme moyen de 5 millions par an, il faudrait 26 ans à Taïwan pour les absorber²⁹. »

26 L'électorat « vert » regroupe les sympathisants du Parti démocratique progressiste et de ses alliés politiques favorables à l'indépendance de Taïwan.

27 Shao Qiwei s'est rendu à Taïwan pour participer à la 14^e réunion de coopération sur le tourisme dans le détroit qui avait lieu le 23 février 2011.

28 « Chen discusses Yunlin agricultural purchases », *Taipei Times*, 27 février 2011.

29 « Tourism association aims to attract 5m tourists per year », *Taipei Times*, 24 février 2011.

A Kaohsiung, ne manquant jamais une occasion de rappeler que « Taiwan et la Chine sont comme des frères, unis par le même sang », Chen Yunlin insista sur la relation de complémentarité que pourraient nouer les PME de l'île et du continent en coopérant pour surmonter leurs handicaps respectifs³⁰. La délégation chinoise put également visiter les infrastructures portuaires de Kaohsiung et faire part de son intérêt pour le site. Wei Jiafu, le président de l'entreprise de fret maritime COSCO se déclara notamment prêt à investir dans le développement du port dès que les investisseurs chinois y seraient autorisés³¹. Bien que les investissements chinois à Taiwan soient permis dans certains secteurs depuis juillet 2009 et que les restrictions soient progressivement assouplies, les autorités taiwanaises se sont montrées jusqu'ici très frileuses lors de l'examen des projets. Ce fut notamment le cas, lorsqu'elles bloquèrent la demande de China Mobile qui souhaitait acquérir 12% de l'opérateur taiwanais Far Eastone fin 2009³². Cela explique pourquoi, en novembre 2010, les capitaux chinois investis à Taiwan ne s'élevaient pas à plus de 4 milliards de dollars taiwanais (environ 130 millions de dollars américains)³³. En revanche, les touristes chinois – 1,16 million de visites en 2010 – auraient déboursés 1,5 milliard de dollars américains en paiements par carte via China UnionPay lors de leurs séjours en 2010, chiffre que Shao Qiwei n'a pas oublié de mettre en avant lors de son passage à Taipei³⁴.

Mais ces bonnes intentions ont une contrepartie. En effet, les revenus tirés de la présence chinoise à Taiwan, qui ne vont cesser de croître, fournissent déjà à Pékin un puissant moyen de pression sur les pouvoirs publics taiwanais. Car en définitive, tous les gestes de générosité apparente consentis par les autorités chinoises ont un coût plus ou moins élevé pour Taipei et la démocratie taiwanaise. Contrairement à ce que prétend le PCC, ils participent non pas d'une philosophie de l'entraide mutuelle entre « parents de la grande famille chinoise », mais du prolongement d'une stratégie de soumission de Taiwan aux positions et aux injonctions de Pékin par la mise en place d'un dispositif de rétributions et de sanctions. Autrement dit, ils signifient une réduction de la marge de manœuvre de l'ensemble des décideurs taiwanais, qu'il s'agisse des chefs d'entreprises, des élus locaux ou de l'administration Ma.

L'étroite marge de manœuvre du gouvernement Ma sur la question de la souveraineté

La propension du gouvernement Ma Ying-jeou à se conformer aux positions de Pékin sur certains dossiers sensibles montre que la dépendance économique de Taiwan à l'égard de la Chine populaire se traduit de plus en plus nettement par une dépendance politique. Plusieurs exemples illustrent bien la position très inconfortable dans laquelle se trouve actuellement le gouvernement Ma,

30 « PRC envoy 'excited' by visit to south », *Taipei Times*, 25 février 2011.

31 « Chen Yunlin says protests are a misunderstanding », *Taipei Times*, 26 février 2011.

32 « Taiwan lets mainland invest in technology », *Financial Times*, édition en ligne, 27 février 2011.

33 « Chinese investment in Taiwan remains lackluster: MOEA », *The China Post*, 20 décembre 2010.

34 « 2010 Chinese Tourists Visits to Taiwan Hit 1.16 Million », *Want China Times*, 17 janvier 2011 et « Chinese Tourists to Taiwan may Reach 5 Million: Official » *Want China Times*, 25 février 2011.

pris entre les exigences de Pékin et la contrainte du jeu démocratique qui l'oblige, dans une certaine mesure, à respecter l'opinion publique. Ainsi, après avoir repoussé une première fois l'éventualité d'une visite du Dalai Lama début décembre 2008, Ma Ying-jeou a du s'y résoudre lorsque le PDP invita le chef spirituel tibétain – très respecté à Taiwan – à se rendre auprès des victimes du typhon Morakot durant l'été 2009³⁵. Mais ni Ma ni aucun des cadres du KMT ne l'ont alors rencontré. Dans la semaine qui a précédé son arrivée, un représentant du KMT a en revanche été dépêché à Pékin pour tenter de répondre aux protestations des autorités chinoises.

Quelques semaines plus tard, l'administration Ma refusa d'accorder un visa à la présidente du Congrès mondial ouïgour Rebiya Kadeer, qui avait été invitée par plusieurs organisations indépendantistes taiwanaises à intervenir à l'occasion de la diffusion de son documentaire « The 10 Conditions of Love » au Festival du film de Kaohsiung³⁶. Outre l'entrave à la liberté de circulation et d'expression d'une activiste des droits de l'homme internationalement reconnue comme étant la chef de file non-violente du mouvement de défense des droits du peuple Ouïgour, les termes employés par le ministre de l'intérieur taiwanais Chiang Yi-hua reflètent un inquiétant alignement du gouvernement Ma sur les positions de Pékin. Pour justifier sa décision devant les parlementaires et les médias, celui-ci a en effet repris le discours tenu par le PCC, considérant que Rebiya Kadeer était une « menace pour la sécurité nationale » du fait des liens qu'elle entretiendrait avec des organisations terroristes³⁷.

Ma Ying-jeou se retrouve en réalité face aux conséquences du caractère inconciliable des deux piliers – l'un économique, l'autre politique – du programme qui lui a permis d'accéder au pouvoir. Résumé par le slogan « 6-3-3 », le premier de ces piliers consistait à redresser la situation économique de Taiwan présentée comme catastrophique en parvenant à une croissance annuelle du PIB de six points, en faisant descendre le taux de chômage sous la barre des 3% et en élevant le revenu par habitant à 30000 dollars américains, cette dernière promesse devant être réalisée sur une période de huit ans (soit deux mandats). Or le remède miracle pour y parvenir était la signature rapide d'une série d'accords avec Pékin. La libéralisation des échanges inter-rives devait être triplement bénéfique : elle éviterait la marginalisation économique de l'île, elle permettrait aux entreprises taiwanaises de réduire leurs coûts et de gagner en compétitivité sur le marché chinois, et elle inciterait les investisseurs étrangers à placer leurs capitaux à Taiwan. Mais en misant tout sur la Chine populaire et son marché, le KMT se mettait à la merci des exigences chinoises, ce qui rendait problématique la réalisation du pilier politique.

En effet, rompant provisoirement avec le discours nationaliste panchinois décrit plus haut, Ma Ying-jeou a placé au centre de sa campagne un triptyque largement

35 « Dalai Lama not welcome to visit: Ma », *Taipei Times*, 4 décembre 2008 ; « Taiwan President denies China factor in refusal of Dalai Lama's visit », *Taiwan News*, 10 décembre 2008.

36 « Uighur activist Rebiya Kadeer denied entry visa to Taiwan » *The China Post*, 26 septembre 2009.

37 Pékin accuse Rebiya Kadeer d'être une « terroriste séparatiste » et d'être à l'origine des émeutes qui ont eu lieu au Xinjiang en juillet 2009.

emprunté aux thématiques du PDP et formé de l'identification à Taiwan, de la défense de la souveraineté de la République de Chine et de la fermeté face aux pressions chinoises³⁸. De ce point de vue, l'élection de Ma Ying-jeou a consacré la victoire de l'identité nationale taiwanaise. Mais une fois au pouvoir, les « résultats concrets » qu'il entendait présenter rapidement aux Taiwanais dépendaient en grande partie du bon vouloir de Pékin. Son gouvernement a donc été contraint de mettre en place une politique continentale à deux visages, l'un destiné aux dirigeants chinois, l'autre à la population taiwanaise. Il en découle une inévitable ambiguïté sur les questions relatives à la souveraineté de la République de Chine à Taiwan. Elle s'est exprimée à plusieurs reprises dans les déclarations de Ma Ying-jeou et dans l'utilisation tactique du marqueur symbolique incarnant le plus fortement la souveraineté nationale : le drapeau.

Peu de temps après son investiture, Ma Ying-jeou a fait une série de déclarations destinées à distancier sa position de celle de ses prédécesseurs sur la définition des relations entre Taiwan et la Chine continentale. Alors que Lee Teng-hui puis Chen Shui-bian avaient soutenu l'existence de relations « d'État à État » entre les deux rives, Ma Ying-jeou a déclaré à plusieurs reprises que cette interprétation était erronée et qu'il était plus juste, selon la constitution de la République de Chine, de parler de relations de « région à région³⁹. » Il est intéressant de noter que ces déclarations ont été le plus souvent faites via un média étranger (mexicain, japonais, américain). Ma donnait ainsi des garanties à Pékin qu'il ne chercherait pas à promouvoir l'existence de « deux Chines » ou « une Chine, une Taiwan » sur la scène internationale. L'abandon de la candidature à un siège aux Nations Unies déposée chaque année par la République de Chine depuis 1993 peut également être interprétée dans ce sens. Plus récemment, Ma Ying-jeou a également déclaré qu'il souhaitait que les officiels travaillant pour l'État fassent référence à « l'autre rive » en parlant du « continent (*dalu* 大陸) » ou de la « Chine continentale (*zhongguo dalu* 中國大陸) » et non de la « Chine (*zhongguo* 中國)⁴⁰. » Enfin, les officiels du Kuomintang font généralement profile bas quant à l'utilisation des marqueurs symboliques de la souveraineté de la République de Chine lors des rencontres avec leurs homologues chinois, y compris lorsque elles ont lieu sur le sol de Taiwan. A ce titre, le drapeau de la République de Chine est devenu un enjeu de lutte symbolique lié aux questions de souveraineté qui implique la mobilisation des deux camps politiques, alors que les indépendantistes rejetaient autrefois ce qu'ils considéraient être l'étendard d'un « régime étranger ». De son côté, le gouvernement a tenté à plusieurs reprises de le faire disparaître de la vue des délégations chinoises. Ce fut notamment le cas lors de deux des visites de Chen Yunlin à Taiwan, en novembre

2008 et décembre 2010⁴¹. Surfant sur le mécontentement général de la population qui a manifesté son attachement au drapeau sous différentes formes, le camp vert a quant à lui fait de sa présence sur le parcours des officiels chinois en visite à Taiwan un impératif⁴².

Face à la pression de l'opposition et au mécontentement affiché de la population, le gouvernement KMT a été contraint de mettre en place un ensemble de contre-mesures pour rassurer les Taiwanais quant à sa détermination à défendre la souveraineté de la République de Chine. Ce rôle a été essentiellement dévolu à la Commission aux Affaires continentales (CAC), ce qui pourrait expliquer la nomination et le maintien à sa tête de Lai Shin-Yuan, transfuge de l'Union pour la solidarité de Taiwan, formation indépendantiste créée à l'initiative de Lee Teng-hui, après son expulsion du KMT. Celle-ci est régulièrement intervenue pour souligner que le gouvernement placerait toujours les intérêts des Taiwanais et la défense de la souveraineté de la République de Chine en priorité dans la définition de sa politique continentale et lors des négociations avec les autorités chinoises⁴³.

Au cours de l'année 2010, la prise en compte de l'identité taiwanaise et du consensus souverainiste qui unit la population de l'île par le gouvernement Ma s'est exprimée de façon encore plus nette dans la réalisation de deux vastes campagnes de communication par la CAC sur le thème de la défense de la souveraineté. Elles furent centrées sur deux clips vidéo clairement destinés au segment de la population qui a manifesté le plus d'hostilité au retrait du drapeau : la jeunesse étudiante. Le premier clip, diffusé au printemps 2010 dans les salles de cinéma et à la télévision, mettait en scène un groupe de jeunes chantant et dansant sur un air oscillant entre la pop et le rap pour insister sur les bienfaits de la politique d'ouverture du gouvernement qui « prenait Taiwan pour centre » (*yi Taiwan wei zhu* 以台灣為主) et sur le fait que « la République de Chine est un pays indépendant et souverain et le destin de Taiwan sera décidé par les 23 millions de personnes [qui y vivent]⁴⁴. » Le deuxième, diffusé en novembre et décembre 2010, était quant à lui centré sur le drapeau national en tant que symbole de l'amour porté à Taiwan et de la souveraineté de la République de Chine. Réalisé en réponse aux incidents survenus au cours des mois précédents dans plusieurs universités où les étudiants protestèrent contre le retrait des drapeaux de leurs campus à l'occasion de la visite d'officiels chinois, il se terminait par le slogan : « le drapeau restera là où il se trouve » (*Guoqi yuanben zai nali jiu zai nali* 國旗原本在哪裡就在哪裡).

38 Voir Tanguy Le Pesant, « Chine-Taiwan : le retour du Kuomintang », *Politique étrangère*, été 2008, vol.73, pp. 95-306. Pour une autre analyse des thèmes abordés durant la campagne voir Frank Muiyard, « Elections 2008 à Taiwan. Victoire de Ma Ying-jeou et retour du KMT aux affaires », *Perspectives chinoises*, n°102, 2008/1, pp.82-98.

39 « 'State-to-state' theory is dead, Ma says », *Taipei Times*, 4 septembre 2008 ; « Ma refers to China as ROC territory in magazine interview », *Taipei Times*, 8 octobre 2008 ; « Ma repeats 'region-to-region' comment » *Taipei Times*, 22 décembre 2008.

40 « DPP criticizes Ma over Interview in 'Washington Post' », *Taipei Times*, 19 février 2011.

41 Témoignes recueillis par l'auteur à la suite des manifestations organisées contre la venue de Chen Yunlin en novembre 2008. Voir également « No ROC flags at Grand Hotel for Chinese envoy », *Taipei Times*, 21 décembre 2010.

42 La une du *Taipei Times* du 25 février 2011 en est une bonne illustration. On y voit un groupe de supporters du PDP protestant contre la venue de Chen Yunlin en brandissant des drapeaux du parti et de la République de Chine.

43 Voir par exemple Lai Shin-Yuan, « Defending the core interests of Taiwan's People while Advancing Cross-Strait Relations », Speech at the International Symposium on Cross-Strait Interactions and Power Relations in Asia, document en ligne sur le site de la CAC : <http://www.mac.gov.tw>

44 « 中華民國是主權獨立的國家台灣的命運 2 3 0 0 萬人來決定 »

Les résistances générées par l'accélération du rapprochement des deux rives placent ainsi fréquemment le gouvernement Ma en porte-à-faux et fournissent au PDP l'opportunité de reconstruire progressivement une image de parti crédible en mettant au point une plate-forme qui tienne compte des deux exigences de l'électorat taiwanais : la poursuite des échanges économiques avec la Chine populaire et la défense de la souveraineté de l'État taiwanais.

Vers la redéfinition de la politique chinoise du PDP

Lorsque Tsai Ing-wen est devenue présidente du PDP en mai 2008, elle a pris la direction d'un parti miné par les affaires de corruption, une série de défaites électorales et de profondes divisions internes. Deux ans plus tard, elle était reconduite dans ses fonctions et certains observateurs commençaient à parler d'une « ligne Tsai⁴⁵. » Entre temps, le PDP avait enregistré d'assez bons scores aux élections locales de décembre 2009 et surtout remporté sept des neuf élections législatives partielles, dont certaines dans des circonscriptions traditionnellement bleues⁴⁶. Ces succès, associés à des sondages d'opinions très favorables ont contribué à renforcer son autorité sur le parti et à tourner la page Chen Shui-bian. Cette « ligne Tsai » en voie d'élaboration présente deux caractéristiques majeures.

Tout d'abord la volonté de reconstruire l'image du PDP pour en faire un parti de gouvernement crédible, car affranchi des sautes d'humeurs nationalistes du gouvernement Chen et doté d'une vision et d'un programme de développement à long terme pour Taiwan⁴⁷. Celui-ci doit prendre la forme d'une « plate-forme politique sur 10 ans » (*shi nian zhenggang* 十年政綱) dont le contenu abordera l'ensemble des défis majeurs auquel Taiwan devra faire face au cours de la prochaine décennie dans les domaines de l'environnement, des relations interethniques, de la protection sociale, du vieillissement rapide de la population, des problèmes structurels de l'économie insulaire, de la lutte contre l'accroissement des inégalités sociales ou encore dans la définition d'un *modus vivendi* avec la Chine populaire. Cette plate-forme devait à l'origine être rendue publique à l'été 2010, mais la complexité de certaines questions en a repoussé la finalisation⁴⁸. C'est notamment le cas de la refonte de la politique continentale du parti qui fait l'objet d'un intense débat.

La deuxième caractéristique de ce que certains appellent la « la ligne Tsai » est en effet la volonté de rouvrir le dialogue avec la Chine. Après avoir été un temps divisé sur cette question, comme l'a révélé le voyage en Chine de la maire de Kaohsiung Chen Chu en mai 2009, le PDP est aujourd'hui majoritairement favorable au dégelé des relations PDP-PCC et à l'établissement de contacts entre les cadres des deux partis. Bien que Tsai Ing-wen

ait envisagé la possibilité d'un dialogue direct avec la Chine au printemps 2010, celui semble dans un premier temps s'établir grâce à la mise en place progressive « d'un mécanisme de dialogue séparé » avec Pékin⁴⁹. La création fin février 2011 de deux think tanks sous l'égide de la New Frontier Foundation dont la direction a été confiée à l'ancien secrétaire général du PDP Wu Nai-jen semble aller dans ce sens⁵⁰.

Tout semble indiquer que le PDP et le PCC sont en train de mettre en place un dispositif informel d'échanges qui leur permettra de contourner le maintien de leurs positions officielles respectives : l'exigence d'une reconnaissance du principe de Chine unique comme préalable à toute discussion pour le PCC, la défense de l'indépendance de Taiwan et du droit à l'autodétermination de sa population pour le PDP. Ainsi, lorsque Chen Chu s'est rendue en Chine, elle l'a fait officiellement en sa qualité de maire de Kaohsiung oeuvrant à la promotion des Jeux mondiaux qui allait se tenir au mois de juillet dans sa ville, mais elle a alors bénéficié d'un visa de courtoisie, a été accueillie par des représentants du Bureau des Affaires taiwanaises et a rencontré les maires de Pékin et Shanghai. Au cours de l'année 2010, Pékin a indéniablement cherché à multiplier les contacts informels avec des représentants du PDP⁵¹.

Si l'on peut considérer que les autorités chinoises cherchent par là à étendre leur stratégie de front uni à l'aile modérée du PDP⁵², on peut également y voir la prise en compte de la régénération du parti indépendantiste et du renforcement de l'identité taiwanaise décrite plus haut. Les bons résultats du PDP lors de tous les scrutins tenus depuis 2008, la forte mobilisation de l'électorat « vert » lors des élections pour les municipalités spéciales du 27 novembre 2010, la faiblesse continue des taux d'approbation de Ma Ying-jeou et de son gouvernement depuis l'été 2009 la popularité des deux candidats pressentis pour affronter Ma lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012 – Su Tseng-chang et Tsai Ing-wen – sont autant d'éléments qui indiquent que la page Chen Shui-bian est définitivement tournée et qu'une nouvelle alternance n'est plus totalement exclue. Dans cette optique, il est probable que le PCC souhaite prendre les devants, sachant que l'indépendantisme du PDP de nouveau dominé par son aile modérée ne s'exprime plus sous une forme aussi radicale que celui des dernières années de la présidence de Chen Shui-bian.

En effet, à l'exception de l'ancienne vice-présidente Lu Hsiu-lian et de certains députés tel Chai Trong-rong, tous les poids lourds du PDP qui ont récemment avancé leur conception des futures relations Taiwan-Chine l'ont fait en partant de la reconnaissance explicite de l'importance vitale des liens économiques avec la Chine et de la nécessaire (re)définition d'un *modus vivendi* avec Pékin pour sortir du « consensus de 1992 » qu'ils considèrent être une impasse. Au printemps 2010, Tsai Ing-wen résumait sa vision de la future politique chinoise du PDP en

45 « A 'Tsai Ing-wen' line takes shape in DPP, scholars say », *Taipei Times*, 7 décembre 2009.

46 Au total, le PDP a aujourd'hui remporté neuf des douze élections législatives partielles organisées au cours des trois dernières années.

47 « DPP needs to build on trust of people: Tsai », traduction d'un entretien accordé par Tsai Ing-wen au *Ziyou shibao* (*Liberty Times*), *Taipei Times*, 19 décembre 2009.

48 « DPP to unveil '10-year' political platform », *Taipei Times*, 14 mars 2010.

49 « DPP denies opening talks with China », *Taipei Times*, 12 mai 2010.

50 « 民進黨智庫成立不排除訪中 (La création de think tanks par le PDP n'exclut pas les visites en Chine) », *Ziyou shibao* (*Liberty Times*), 24 février 2011.

51 Hubert Kilian, « Taiwan : les perspectives politiques de l'après ECFA », *China Analysis*, n°29, mai-juin 2010, pp.37-38.

52 Jean-Pierre Cabestan, « La nouvelle détente... » *op. cit.*, p. 27.

ces termes : « embrasser le monde pour aller vers la Chine et non pas aller vers le monde avec la Chine » comme le pense actuellement le KMT⁵³. Plus récemment, Frank Hsieh a proposé de fonder les relations avec la Chine sur un « consensus constitutionnel » (*xianfa gongshi* 憲法共識) ce à quoi Su Tseng-chang a répondu en mettant en avant un « consensus de Taiwan » (*Taiwan gongshi* 台灣共識)⁵⁴. Sans entrer dans les détails, leur intention est d'établir un cadre permettant d'atteindre deux objectifs : d'une part la poursuite du renforcement de la conscience nationale taiwanaise en partant du consensus souverainiste qui unit en définitive les partisans de l'indépendance formelle de Taiwan et les défenseurs du statu quo – c'est-à-dire du maintien de la souveraineté de la République de Chine sur le territoire de Taiwan – d'autre part établir un cadre permettant de stabiliser les relations inter-rives en autorisant le dialogue et la coexistence pacifique.

En définitive, et les dirigeants dont il vient d'être question ne le cachent pas, il s'agit d'effacer les aspects les plus radicalement anti-Chine des années Chen Shui-bian pour recoller à l'esprit de la « Résolution sur le futur de Taiwan (*Taiwan qiantu jueyiwen* 台灣前途決議文) » adoptée par le PDP en mai 1999. Tout en reconnaissant aux deux rives des « liens du sang » et des « origines historiques et culturelles » partagées, elle affirme que « Taiwan est un pays indépendant et souverain. Tout changement dans le *statu quo* de l'indépendance doit être décidé par les habitants de Taiwan via un référendum. » Cette résolution fait de Taiwan un État souverain déjà indépendant, constitutionnellement nommé République de Chine, ce qui rend inutile toute déclaration d'indépendance. En revanche, le PDP doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour défendre la souveraineté de la République de Chine/Taiwan sur la scène internationale et s'assurer que toute solution au différend qui oppose les deux rives du détroit sera conforme à la volonté des 23 millions de Taiwanais.

En d'autres termes, faute de pouvoir accéder à l'indépendance d'une République de Taiwan (toujours inscrite dans la charte du parti) cette Résolution pose les bases d'une coexistence pacifique fondée sur le maintien du statu quo et la non provocation mutuelle. Devant l'impossibilité de parvenir à toute solution négociée à court terme, le PDP comme le PCC espère ainsi que le temps jouera en leur faveur, l'un s'appuyant sur le renforcement de l'identité taiwanaise, l'autre sur la dépendance économique et politique croissante de Taiwan à l'égard de la Chine populaire.

53 « Talks must be based on 'one China': Xu », *Taipei Times*, 4 mai 2010.

54 Frank Hsieh, « Seeking an overlapping consensus », *Taipei Times*, 19 janvier 2011 ; « Interview: Frank Hsieh explains his 'constitutional consensus' proposal » *Taipei Times* 30 et 31 janvier 2011 ; « Su proposes consensus » *Taipei Times*, 17 février 2011 ; « Consensus cannot focus on one-China issue: Su » *The China Post*, 18 février 2011.